

Programmation immobilière judiciaire

2018 - 2022



Retrouvez-nous sur :
justice.gouv.fr

Éditorial



Le projet de loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice vient d'être adopté par le Parlement. Il permet de mettre en œuvre une réforme globale de la justice de notre pays, afin de répondre efficacement aux attentes des justiciables, des citoyens et de ceux qui rendent la justice. Il traite en effet à la fois la question des moyens, en prévoyant une progression de 24% des crédits de la justice et la création de 6.500 emplois d'ici 2022, la simplification des procédures tant civile que pénale, le sens et l'efficacité des peines et l'adaptation de l'organisation judiciaire. Il est complété par un ambitieux plan de transformation numérique qui facilitera l'accès des citoyens à la justice et le travail des agents.

Dans ce cadre, j'ai souhaité doter la programmation immobilière 2018 - 2022 d'une enveloppe supplémentaire de 450 M€ d'autorisations d'engagement permettant de lancer 32 opérations nouvelles pour accompagner la réorganisation des juridictions. Le projet de loi prévoit, pour simplifier l'accès à la justice, de fusionner les tribunaux d'instance et les tribunaux de grande instance, tout en maintenant l'ensemble des sites, de créer des pôles de compétences dans les départements qui ont plusieurs tribunaux de grande instance pour juger certains contentieux spécialisés techniques ou de faible volatilité, et d'expérimenter, dans deux régions comportant plusieurs cours d'appel, l'exercice par l'une d'elles de fonctions d'animation et de coordination et la spécialisation de contentieux.

Ces opérations permettront d'offrir des locaux aux fonctionnalités adaptées à ces évolutions, mais également de répondre à l'augmentation des effectifs et d'améliorer les conditions de travail des magistrats et fonctionnaires, ainsi que l'accueil du public. Elles viennent en complément de 29 opérations d'ampleur déjà programmées. Le financement de ces 61 opérations ainsi que celui des travaux récurrents de gros entretien et d'adaptation fonctionnelle de plus faible ampleur sont assurés. Les crédits de paiement dédiés à l'immobilier judiciaire progresseront, en effet, de 85 % au cours du quinquennat.

Nicole Belloubet
Garde des Sceaux, ministre de la Justice

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Belloubet", with a horizontal line extending from the end of the signature.

Répartition et types d'opérations

6
Opérations

Schémas directeurs et études préalables

23
Opérations

Restructurations de sites existants

15
Opérations

Restructurations et extensions de sites existants

17
Opérations

Constructions ou acquisitions-restructurations de bâtiments

61 opérations immobilières judiciaires importantes sont programmées dans le budget quinquennal 2018-2022. Elles sont réparties selon 4 types d'opérations :

- **les schémas directeurs et études préalables** correspondent à des études technico - fonctionnelles permettant d'établir un programme d'opération, associé à un phasage de travaux. Le schéma directeur porte sur l'ensemble des implantations judiciaires de la commune, tandis que le périmètre des études préalables correspond à un site identifié.
- **la restructuration d'un site existant** correspond à une opération de réhabilitation, restructuration et mise aux normes d'un site judiciaire existant permettant une amélioration technique et fonctionnelle.
- **la restructuration et extension d'un site existant** correspond à une opération de restructuration d'un site existant associée à la construction d'un bâtiment neuf à proximité. Cela permet de développer les opportunités de regroupement des juridictions de la commune et d'améliorer la fonctionnalité du site existant, avec en particulier la prise en compte de la hausse des effectifs.
- **la construction ou l'acquisition-restructuration d'un bâtiment** correspond à la création d'une nouvelle implantation judiciaire permettant le relogement d'une juridiction ou le regroupement de plusieurs juridictions.

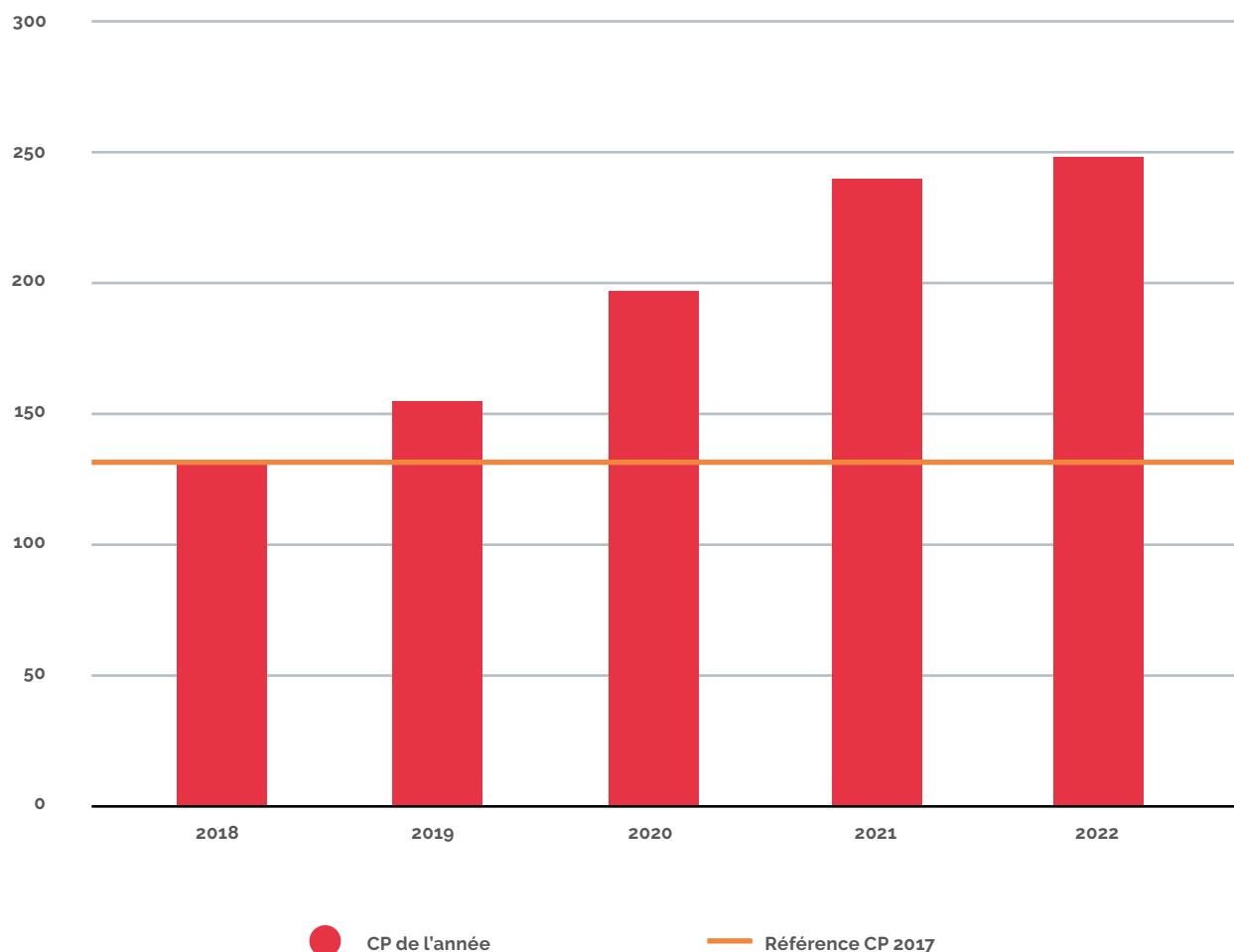
Financement de la programmation judiciaire

La programmation immobilière judiciaire bénéficie dès 2019 d'une dotation supplémentaire de 450 M€ d'autorisations d'engagement destinée à engager les nouvelles opérations.

Les crédits de paiement sont prévus au fur et à mesure de la réalisation des opérations

La progression de 85 % de la dotation annuelle en crédits de paiement sur le quinquennat permet de mener ces opérations d'ampleur tout en maintenant la mise en œuvre des travaux récurrents de gros entretien et d'adaptation fonctionnelle moins importants qui garantissent la pérennité et le bon fonctionnement du patrimoine existant.

Crédits de paiements en M€



Une programmation immobilière couvrant l'ensemble du patrimoine judiciaire

Le projet de loi de programmation 2018 - 2022 et de réforme pour la justice prévoit de maintenir l'ensemble des sites judiciaires.

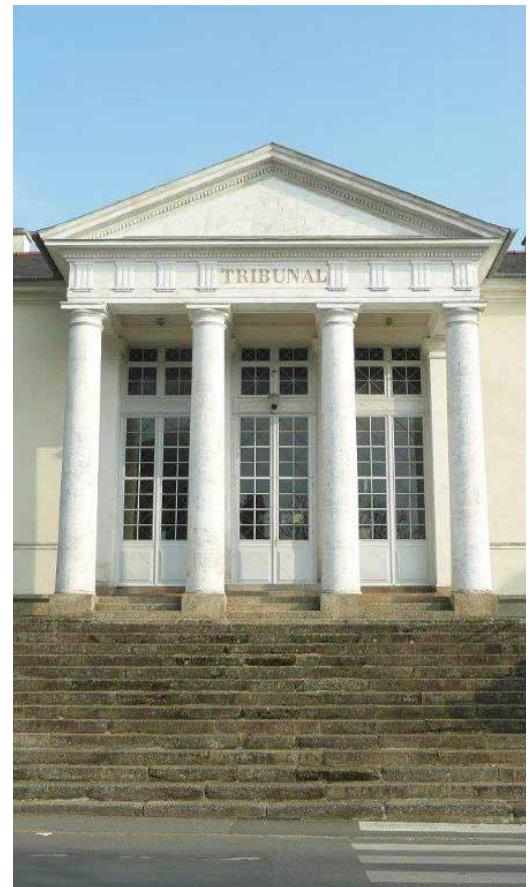
En conséquence, outre les opérations de grande ampleur, la programmation intègre de nombreuses opérations d'entretien lourd et de mise à niveau, au regard de la sécurité des personnes, des normes réglementaires et de la mise en œuvre des réformes de modernisation de la justice. Une centaine d'opérations est ainsi livrée chaque année sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultra marin, notamment sur les sites de taille plus modeste, qui constitueront les futurs tribunaux de proximité.

À titre d'exemple, parmi les centaines d'opérations programmées, peuvent être citées la restructuration du tribunal d'instance de Guebwiller, la mise en accessibilité du tribunal d'instance de Belfort, les travaux de rénovation du système de chauffage du tribunal d'instance de Redon, la restructuration - extension de la section détachée du tribunal de première instance de Nouméa à Koné en Nouvelle-Calédonie ou les travaux d'étanchéité des toitures du tribunal de Dôle.

Tribunal d'instance de Guebwiller



Tribunal d'instance de Redon



Le détail des opérations

Aix-en-Provence (13)

Palais Verdun
d'Aix-en-Provence



Réhabilitation du palais Verdun à Aix-en-Provence, associée à une réflexion globale sur le relogement des services en location

Les juridictions d'Aix-en-Provence sont réparties sur plusieurs sites, en centre-ville et en périphérie. L'opération immobilière vise à rationaliser ces implantations et à réaliser une réhabilitation lourde du palais Verdun, occupé par la cour d'appel. Inscrit aux monuments historiques, ce bâtiment sera rénové et la fonctionnalité revue afin d'offrir de meilleures conditions de travail et d'accueil.

Reconstruction du tribunal de grande instance

L'opération vise à regrouper, sur le site Carnot, le tribunal de grande instance actuellement réparti entre des modulaires provisoires sur le site et une autre construction provisoire sur le site Pratési distant de 4 km, qui accueille le pôle civil élargi et le tribunal pour enfants. Les travaux ont débuté en 2018 : la réalisation d'ici début 2021 de plus de 9 100 m² de surface de plancher permettra l'amélioration des conditions de travail de près de 200 magistrats et fonctionnaires et également des conditions d'accueil des justiciables.

Bar-le-Duc (55)

Restructuration du palais de justice

L'opération a pour objectif la restructuration du bâtiment incluant la réorganisation des espaces, la rénovation intérieure complète et la mise aux normes, notamment en termes d'accessibilité.

Basse-Terre (971)

Restructuration du palais de justice

Le palais de justice de Basse-Terre, classé monument historique, est composé d'un ensemble de bâtiments disparates dont l'organisation et la conception ne sont plus adaptées. La restructuration de ce palais de justice vise à en améliorer le fonctionnement, en tenant compte de l'augmentation des effectifs et du renforcement de la sécurisation.

Bastia (2B)

Réhabilitation du palais de justice

La réhabilitation et la restructuration du palais de justice de Bastia a pour but d'améliorer l'accessibilité, la fonctionnalité et la sécurité du palais.

Bayonne (64)

Restructuration en vue du regroupement du tribunal de grande instance et du tribunal d'instance

Cette opération consiste en l'optimisation des implantations des juridictions de Bayonne.

Beauvais (60)

Études préalables à l'opération de restructuration du palais de justice

Construit en 1973, le palais de justice de Beauvais nécessite une réhabilitation lourde qui permettra la remise aux normes techniques du bâtiment et l'optimisation des surfaces afin de prendre en compte l'évolution des effectifs.

Besançon (25)

Restructuration du palais de justice

L'opération consiste à restructurer la partie ancienne du palais de justice.

Bobigny (93)

Remise aux normes et rénovation du tribunal de grande instance

Le tribunal de grande instance a été construit entre 1985 et 1987 et nécessite une opération de remise à niveau technique de grande ampleur. Une réflexion plus globale prenant en compte, notamment, l'impact de la loi relative à la justice du XXI^e siècle et de la loi de programmation 2018-2022 et de réforme de la justice sur l'organisation des juridictions du département sera par ailleurs conduite.

Bonneville (74)

Restructuration du palais de justice

La restructuration du palais de justice permettra de créer un service d'accueil unique du justiciable, d'améliorer la fonctionnalité et la sûreté.

Bourges (18)

Restructuration des locaux occupés par le tribunal de grande instance

L'opération de restructuration du palais de justice de Bourges consiste à améliorer l'accueil, la fonctionnalité, la sûreté et l'accessibilité handicapés des locaux du palais.

Bourgoin-Jallieu (38)

Projet
de restructuration
et d'extension
du palais de justice
de Bourgoin-Jallieu



Restructuration et extension du palais de justice

Les conditions d'installation et de fonctionnement des juridictions berjalliennes sont aujourd'hui très dégradées. Cette opération a pour objectif de répondre à l'éclatement fonctionnel des services, d'améliorer les conditions d'accueil du justiciable et la sûreté du site, et de remédier à la vétusté d'ensemble des locaux.

Carcassonne (11)

Restructuration du palais de justice

Cette opération a pour but de remettre à niveau le bâtiment présentant des signes de vétusté et de réaménager les locaux afin d'en améliorer la fonctionnalité.

Carpentras (84)

Restructuration
du palais de justice
de Carpentras



Restructuration du palais de justice

Cette opération a pour objectif de corriger les différents désordres techniques et fonctionnels du palais, ancien palais épiscopal entièrement classé monument historique. Elle s'inscrit également dans le cadre de la mise en accessibilité du patrimoine judiciaire.

Cayenne (973)

Construction de la cité judiciaire

Les juridictions sont actuellement installées sur 6 sites. La construction d'une cité judiciaire vise à améliorer l'organisation des juridictions ainsi que les conditions de travail et d'accueil. Un terrain a été acquis, à cette fin, en décembre 2018 sur le site du Rebard.

Chartres (28)

Restructuration et extension du tribunal de grande instance

La configuration actuelle des locaux du tribunal de grande instance de Chartres n'apporte pas satisfaction. Le bâtiment principal et son annexe présentent un déficit de surface ainsi que des dysfonctionnements techniques et fonctionnels. Pour y remédier, cette opération de restructuration associée à une extension permettra une organisation en deux pôles : un pôle civil et un pôle pénal.

Cherbourg (50)

Optimisation des implantations immobilières des juridictions

Les sites occupés par le tribunal d'instance, le conseil des prud'hommes et le tribunal de commerce ne sont plus adaptés aux normes actuelles. Une construction neuve couplée à la restructuration du tribunal de grande instance existant permettra de remédier à cette situation, tout en optimisant les implantations immobilières.

Colmar (68)

Palais de justice de Colmar



Études préalables portant sur deux scenarii : la construction d'une cité judiciaire à Colmar ou la restructuration - extension du tribunal de grande instance sur la maison d'arrêt

Les juridictions de Colmar sont réparties sur plusieurs sites, dans 5 bâtiments dont 3 sont au moins partiellement inscrits aux monuments historiques, parmi lesquels le bâtiment abritant le tribunal de grande instance présente des désordres structurels. Une opération immobilière est prévue afin d'absorber l'évolution des effectifs, de prendre en compte les évolutions de l'organisation judiciaire et de réhabiliter le bâtiment.

Coutances (50)

Projet d'extension et de restructuration du palais de justice de Coutances



Extension et restructuration du palais de justice

La restructuration du palais de justice et son extension sur un terrain voisin permettra de regrouper avec le tribunal de grande instance, le conseil des prud'hommes, le tribunal d'instance et de leur offrir des locaux pérennes.

Créteil (94)

Réhabilitation du palais de justice

Ce palais de justice est constitué de deux bâtiments dont un immeuble de grande hauteur qui va faire l'objet d'une opération de désamiantage global et d'importants travaux de mise aux normes des installations électriques et des systèmes de sécurité incendie auxquels sera couplée une rénovation complète des locaux. L'opération intègre également la création d'un service d'accueil unique du justiciable et la création d'une salle d'audience. En préalable à ce grand chantier, la construction d'un bâtiment modulaire est prévue en 2019 pour permettre le déménagement d'une partie des services situés dans l'immeuble de grande hauteur, nécessaire à la réalisation de « l'opération à tiroirs ». Une réflexion plus globale prenant en compte, notamment, l'impact de la loi relative à la justice du 21^e siècle et de la loi de programmation 2018 - 2022 et de réforme de la justice sur l'organisation des juridictions du département sera par ailleurs conduite.

Cusset (03)

Palais de justice de Cusset



Construction du nouveau palais de justice

Outre la vétusté globale du bâtiment, les locaux du tribunal de grande instance de Cusset ne sont plus adaptés au regard des effectifs supplémentaires à accueillir. Les conditions de confort de travail et d'accueil des justiciables ne sont plus satisfaisantes. L'opération consiste à réaliser un nouveau palais de justice, regroupant les juridictions éclatées sur plusieurs sites.

Dieppe (76)

Restructuration et extension du palais de justice

L'opération vise à restructurer le palais de justice et à créer une extension, au regard des besoins de surfaces.

Douai (59)

Extension de la cour d'appel de Douai



Extension de la cour d'appel

Initialement composé du palais Pollinchove, construit au XVIII^e siècle, dans lequel siégeait le parlement de Flandres, et d'un ensemble édifié au XX^e siècle, le palais de justice de Douai compte maintenant une troisième partie moderne, qui est venue se glisser sous la tour des années 1970. L'extension est principalement dédiée à l'accueil du public et à l'exercice de la justice grâce à de nouvelles salles d'audience. Les espaces ainsi créés bénéficieront aux justiciables, aux magistrats et aux fonctionnaires.

Dunkerque (59)

Restructuration et extension du tribunal de grande instance

L'opération a pour objet le relogement du tribunal de commerce et du conseil des prud'hommes dans une annexe située dans l'ancienne trésorerie.

Fort-de-France (972)

Palais de justice de Fort-de-France



Réhabilitation du palais de justice

Cette opération a pour objectif de réorganiser les services du palais de justice afin notamment d'accueillir le pôle social et les effectifs supplémentaires et de remettre à niveau ce bâtiment qui présente de nombreuses dégradations dues aux sinistres intervenus.

Libourne (33)

Restructuration du palais de justice

La restructuration du palais de justice s'inscrit dans une optique de réorganisation visant à améliorer la sûreté et la fonctionnalité de l'établissement.

Lille (59)

Construction du tribunal de grande instance et du tribunal d'instance de Lille



Construction du tribunal de grande instance et du tribunal d'instance

L'opération prévoit le regroupement du tribunal de grande instance, actuellement implanté dans un immeuble de grande hauteur, et du tribunal d'instance. Ce projet de très grande envergure prévoit d'ici 2023 la création de plus de 500 postes de travail pour accueillir les magistrats et fonctionnaires, de 9 grandes salles d'audience et de plus de 60 salles d'audience civile et de cabinet afin d'améliorer les conditions de travail des utilisateurs et d'accueil des justiciables.

Limoges (87)

Restructuration de la cour d'appel en vue du relogement des juridictions externalisées

Cette restructuration du palais, après relogement du tribunal de grande instance dans la nouvelle cité judiciaire, permettra le regroupement des juridictions externalisées, le traitement de l'enveloppe extérieure du bâtiment, la mise aux normes et l'amélioration de la performance énergétique.

Lisieux (14)

Réhabilitation de l'ancienne usine Wonder pour y installer le nouveau palais de justice

L'opération permet le regroupement du tribunal de grande instance, du tribunal d'instance, du conseil des prud'hommes ainsi que du tribunal de commerce sur une surface de plancher de plus de 3 500 m². L'enjeu du projet est de réhabiliter totalement l'ancien bâtiment industriel et de le réinterpréter y compris en termes de symbolique, pour en faire un bâtiment pérenne et fonctionnel pour la justice avec notamment une séparation des flux publics, détenus et utilisateurs pour plus de sérénité et de sécurité.

Longjumeau (91)

Restructuration du palais de justice

L'opération consiste à regrouper et reloger le tribunal d'instance et le conseil des prud'hommes dans un bâtiment acquis en 2018.

Lons - le - Saunier (39)

Optimisation des implantations immobilières des juridictions de Lons-le-Saunier. Deux scenarii sont étudiés : la réhabilitation du tribunal de grande instance existant ou la réutilisation des locaux attenant à l'ex-école normale des filles

Un nouveau site judiciaire regroupant les juridictions lédoniennes à l'exception du tribunal de grande instance, a ouvert en 2018 après réhabilitation des locaux. Il s'agit désormais d'améliorer les conditions de travail et d'accueil du tribunal de grande instance qui occupe le palais de justice historique.

Lorient (56)

Opération de relocalisation du tribunal d'instance et du conseil des prud'hommes de Lorient dans une construction neuve à proximité du palais de justice

L'opération consiste au relogement du tribunal d'instance et du tribunal de commerce, aujourd'hui en location onéreuse, sur un terrain, propriété de l'État, situé à proximité du tribunal de grande instance.

Mamoudzou (976)

Études préalables à la construction du nouveau palais de justice

Le patrimoine immobilier judiciaire sur Mamoudzou est actuellement réparti sur 4 sites. Ces études permettront de définir le scénario immobilier optimal et de réserver le foncier nécessaire.

Manosque (04)

Projet de construction du nouveau palais de justice de Manosque



Construction du nouveau palais de justice

Le tribunal d'instance et le conseil des prud'hommes de Manosque sont actuellement installés en centre ville dans un bâtiment ne donnant pas satisfaction en termes de capacités, de conception spatiale et de coûts d'exploitation. La solution retenue consiste en une construction neuve sur un terrain acquis par l'État et situé dans la ZAC Chanteprunier, en pleine reconversion.

Marseille (13)

Palais Monthyon
de Marseille



Schéma directeur immobilier sur l'ensemble des juridictions marseillaises en préalable à l'engagement d'une opération de réhabilitation des palais Fortia et Autran

Le palais de justice de Marseille est aujourd'hui installé sur trois bâtiments : le palais Monthyon récemment réhabilité, le palais Fortia et le palais Autran. Ces deux derniers bâtiments nécessitent une réhabilitation complète. En préalable à cette opération, un schéma directeur immobilier sera établi pour prendre en compte l'évolution des effectifs et de l'organisation judiciaire consécutive aux réformes en cours.

Meaux (77)

Tribunal de grande instance de Meaux



Réhabilitation et extension du tribunal de grande instance

Ce projet a pour objectif le réaménagement des locaux du palais de justice de Meaux ainsi que son extension en utilisant une parcelle, propriété de l'État et attribuée au ministère de la Justice et une parcelle propriété de la ville, à acquérir. Cette opération permettra de réunir en un même lieu l'ensemble des juridictions actuellement éclatées sur trois sites.

Montauban (82)

Restructuration du palais de justice

Le palais de justice de Montauban est constitué d'un accolement de plusieurs bâtiments construits à différentes époques. Le projet de restructuration du site en cours permettra de donner une véritable unité à cet ensemble en créant une entrée unique, en agrandissant les surfaces destinées à l'accueil du public et en assurant un regroupement fonctionnel des services après rénovation de l'ensemble des locaux.

Mont-de-Marsan (40)

*Construction
du nouveau palais
de justice
de Mont-de-Marsan*



Construction du nouveau palais de justice

Le nouveau palais de justice, qui sera implanté avenue du colonel Rozanoff à 1 km du centre-ville, permettra le regroupement de l'ensemble des juridictions montoises : tribunal de grande instance, tribunal d'instance, tribunal de commerce et conseil des prud'hommes. Les travaux préparatoires ayant débuté fin 2018, la création de plus de 6 300 m² de surface de plancher permettra d'ici 2021, d'améliorer les conditions de travail de près de 90 magistrats et fonctionnaires et d'accueillir des justiciables.

Montpellier (34)

Restructuration du palais de justice

L'opération consiste à rénover les salles d'audience Est, sécuriser les circulations, aménager des espaces tertiaires supplémentaires et compléter la mise en accessibilité du palais de justice Foch. Elle s'accompagne d'une rénovation complète des façades.

Moulins (03)

*Restructuration
du palais de justice
de Moulins*



Restructuration du palais de justice

Le tribunal de grande instance de Moulins est installé dans un bâtiment classé à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (ancien collège des jésuites). L'opération vise à restructurer, remettre aux normes ce bâtiment, qui présente de nombreux signes de vétusté (clos - couvert, accessibilité, confort thermique, sécurité incendie..) et d'améliorer ses fonctionnalités.

Nancy (54)

*Hôtel de
Beauvau-Craon*



Création d'une cité judiciaire à Nancy, associée à une réflexion globale sur l'ensemble des implantations judiciaires de la commune

Le projet porte sur la création d'une nouvelle cité judiciaire en substitution du bâtiment actuel. Il s'inscrira dans le cadre d'un schéma directeur immobilier plus vaste portant sur les implantations judiciaires nancéennes, y compris celles de la cour d'appel (hôtel de Beauvau-Craon et hôtel des Pages).

Nantes (44)

Palais de justice
de Nantes



Extension du tribunal de grande instance de Nantes pour optimiser les implantations immobilières des juridictions nantaises

L'opération consiste à reloger les juridictions, aujourd'hui en location onéreuse, et permettre une extension du tribunal de grande instance afin d'accueillir les effectifs supplémentaires.

Niort (79)

Restructuration et extension du palais de justice

Le projet de restructuration du palais de justice de Niort et d'acquisition d'une annexe permettra le regroupement des juridictions niortaises, de réaménager les locaux existants, ainsi que d'accueillir les effectifs supplémentaires des différentes juridictions.

Papeete (987)

Construction de la cité judiciaire

La construction d'une cité judiciaire permettra le regroupement de l'ensemble des services du ministère de la Justice et de la chambre territoriale des comptes.

Pau (64)

Palais de justice
de Pau



Opération de regroupement des juridictions paloises externalisées

Cette opération vise à rationaliser les implantations judiciaires paloises, aujourd'hui éclatées sur quatre sites. Un bâtiment, propriété de la ville de Pau, a été retenu, l'immeuble de la Miséricorde, situé à proximité immédiate du palais de justice. L'opération permettra de prendre en considération la fusion du tribunal d'instance et du tribunal de grande instance et ainsi de relocaliser l'ensemble du pôle civil dans le nouveau bâtiment.

Perpignan (66)

*Restructuration
et extension
du palais de justice
de Perpignan*



Restructuration et extension du palais de justice

L'opération envisagée consiste à restructurer le palais de justice existant en centre-ville et à l'étendre par la réalisation d'une extension neuve construite en lieu et place d'une partie du parking public adjacent.

Pointe-à-Pitre (971)

*Palais de justice
de Pointe-à-Pitre*



Réhabilitation du palais de justice historique

Après l'ouverture au public du nouveau palais de justice le 22 octobre 2018, il est prévu de réhabiliter le palais de justice historique, situé à proximité, afin de regrouper toutes les juridictions sur deux sites et d'intégrer la hausse des effectifs.

Poitiers (86)

Réhabilitation du site des Feuillants



Réhabilitation du site des Feuillants

La situation actuelle des juridictions sur la commune de Poitiers présente de mauvaises conditions de fonctionnement, et notamment un déficit de surface. Le projet en cours de finition - le déménagement étant prévu pour le mois d'avril 2019 - permet ainsi le redéploiement des juridictions sur le site des Feuillants : la cour d'appel, le tribunal de grande instance, le tribunal d'instance, le conseil des prud'hommes et le tribunal de commerce, soit plus de 300 magistrats et fonctionnaires.

Rouen (76)

Restructuration du tribunal de grande instance

Le palais de justice abrite la cour d'appel et le tribunal de grande instance de Rouen. Cet édifice historique dont la construction s'est étalée entre le XVI^e et le XIX^e siècle, nécessite une restructuration d'envergure des espaces occupés par le tribunal de grande instance, afin d'en améliorer la fonctionnalité, la sûreté et, plus globalement, de le remettre à niveau sur le plan technique.

Saint-Brieuc (22)

Palais de justice de Saint-Brieuc



Opération d'optimisation des implantations immobilières des juridictions

Cette opération permettra de répondre aux enjeux d'accessibilité, de sûreté, ainsi que de pallier les divers désordres techniques et fonctionnels auxquels le palais historique est confronté et de répondre à la nécessité d'une augmentation des surfaces liée à l'évolution des effectifs.

Saint-Laurent-du-Maroni (973)

Futur terrain d'implantation du palais de justice de Saint-Laurent-du-Maroni



Construction du tribunal de grande instance

La création de cette nouvelle juridiction permettra de répondre à la demande locale en matière de justice de proximité et d'accès au droit, et d'offrir une justice de qualité en mettant un terme aux déplacements entre le tribunal de grande instance de Cayenne et l'actuelle chambre détachée de Saint-Laurent-du-Maroni. Sur le même site sera également construit un établissement pénitentiaire.

Saint-Omer (62)

Restructuration du palais de justice

Le palais de justice fait l'objet d'une restructuration afin d'y reloger le tribunal d'instance et de créer un service d'accueil unique du justiciable.

Saint-Pierre (974)

Palais de justice de Saint-Pierre (La Réunion)

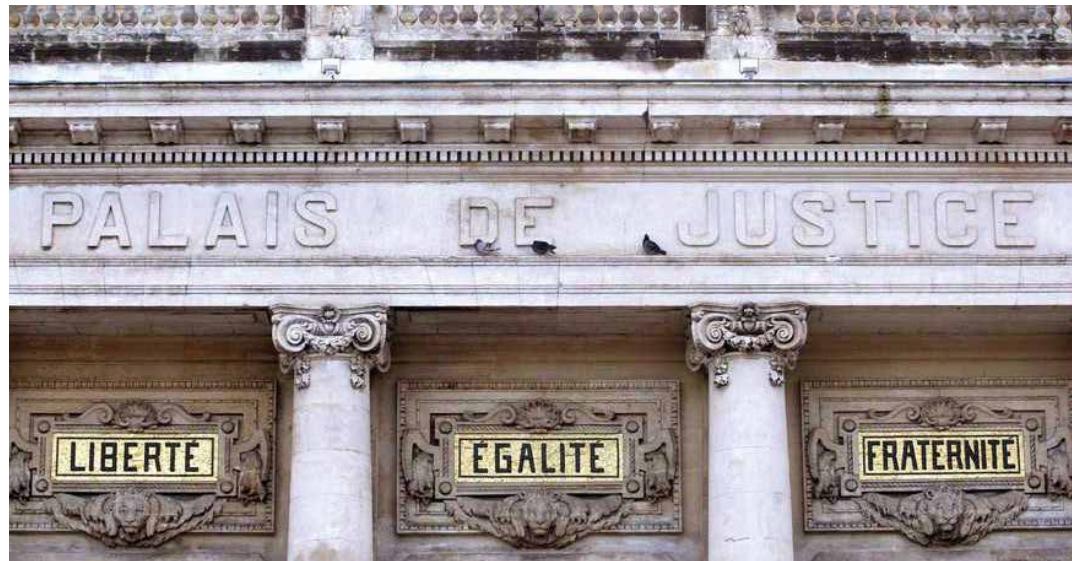


Études préalables à la réhabilitation et extension du palais de justice

Ces études permettront de définir une opération de restructuration du palais de justice, associée à une extension, en vue d'améliorer le fonctionnement et l'organisation du palais de justice en tenant compte de l'augmentation des effectifs, ainsi que de renforcer les conditions d'accueil et de sûreté du site.

Toulon (83)

Tribunal
de grande instance
de Toulon



Réhabilitation et extension du tribunal de grande instance

Les juridictions de Toulon, actuellement réparties sur 4 sites, seront regroupées, dans un objectif d'amélioration de l'organisation des juridictions et de rationalisation des surfaces. Le bâtiment du tribunal de grande instance sera réhabilité et une extension sera construite sur un terrain mitoyen.

Toulouse (31)

Restructuration du palais de justice

Le projet consiste à restructurer partiellement le palais de justice pour accueillir le pôle social et créer le service d'accueil du justiciable.

Tours (37)

Restructuration
et extension du palais
de justice de Tours



Restructuration et extension du palais de justice

Le projet consiste à reloger le tribunal d'instance de Tours, réparti entre le palais de justice et un bâtiment adjacent, ainsi qu'à réaménager les locaux du tribunal de grande instance. Il vise à rendre les deux sites accessibles aux personnes en situation de handicap, à améliorer la fonctionnalité globale du site et à moderniser les salles d'audiences.

Valenciennes (59)

Opération de relogement du tribunal de grande instance de Valenciennes



Opération de relogement du pôle civil du tribunal de grande instance de Valenciennes pour améliorer ses conditions d'accueil de façon pérenne

Une importante opération de restructuration du tribunal de grande instance, actuellement en travaux, s'achèvera en 2020. Pendant les travaux de restructuration, les services sont relogés dans un immeuble rue Capron, propriété de l'État, situé en face du palais de justice. Ce bâtiment, proche du tribunal de grande instance, pourra accueillir de façon pérenne le pôle civil du tribunal de grande instance, améliorant ainsi sensiblement les conditions de travail des magistrats et fonctionnaires et d'accueil du public.

Verdun (55)

Restructuration et extension du tribunal de grande instance

Le scénario privilégié prévoit une mise aux normes, une rénovation des bâtiments ainsi qu'une réorganisation générale des locaux avec extension.

Versailles (78)

Cour d'appel de Versailles



Restructuration et extension de la cour d'appel

La cour d'appel de Versailles rencontre des difficultés fonctionnelles importantes du fait de l'accroissement de son activité et de la configuration des bâtiments. Cette opération, dans un bâtiment classé monument historique, vise à restructurer l'intérieur des locaux pour en améliorer la fonctionnalité et l'accessibilité, accompagnée d'une extension permettant d'améliorer l'accueil des justiciables et les conditions de travail des magistrats et fonctionnaires.

Vesoul (70)

*Restructuration
et extension
du palais de justice
de Vesoul*



Restructuration et extension du palais de justice

Cette opération immobilière vise à créer une extension au bâtiment du XVIII^e siècle, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ainsi qu'à moderniser et remettre aux normes les locaux existants. Les 80 magistrats et fonctionnaires intégreront ainsi le palais de justice historique rénové et adapté.

Vienne (38)

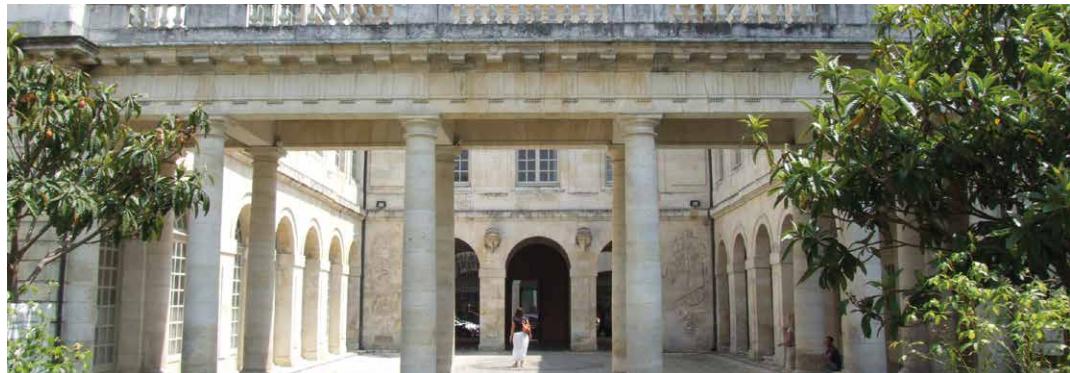
Restructuration du palais de justice

Le palais de justice est un ensemble immobilier complexe situé en hypercentre et soumis à de fortes contraintes historiques et archéologiques. Il comprend plusieurs corps de bâtiments datant du XIX^e siècle ou d'époque contemporaine. L'opération de restructuration vise l'amélioration fonctionnelle du palais de justice ainsi que sa remise à niveau technique.

Principales opérations immobilières judiciaires livrées en 2018

La Rochelle (17)

Restructuration
du tribunal
de grande instance
et du tribunal
de commerce
de La Rochelle



Restructuration des immeubles, Renoux et Bourse, du tribunal de grande instance et du tribunal de commerce : livrée en décembre 2018

L'opération de restructuration de l'immeuble de la Bourse avec la création de surfaces de bureaux dans les combles et de réhabilitation de l'immeuble Renoux permet de reloger l'ensemble des services du tribunal de grande instance sur un site unique et de redonner sa fonctionnalité initiale à la salle des pas perdus de l'immeuble de la Bourse. Elle sera complétée par une rénovation complète des façades.

Mulhouse (68)

Rénovation du bâtiment G de la cité administrative pour reloger le conseil des prud'hommes et le service du livre foncier : livrée en mai 2018

Cette opération a permis de restructurer le bâtiment G de la cité administrative de Mulhouse afin de rationaliser les implantations judiciaires et d'y accueillir le conseil des prud'hommes.

Pointe-à-Pitre (971)

Nouveau
palais de justice
de Pointe-à-Pitre



Construction du nouveau palais de justice : livrée en octobre 2018

Ayant ouvert ses portes le 22 octobre 2018, le nouveau palais de justice de Pointe-à-Pitre permet de regrouper les services du tribunal de grande instance, jusqu'à présent dispersés sur plusieurs sites, mais également d'offrir aux personnels et aux justiciables des conditions de travail et d'accueil modernes, fonctionnelles et confortables. Afin d'accueillir 145 magistrats et fonctionnaires, 5 900 m² de surface de plancher ont été construits en plein centre, en lieu et place de l'ancienne maison d'arrêt.

Riom (63)

*Restructuration
de la cour d'appel
de Riom*



Restructuration de la cour d'appel : livrée en janvier 2018

Cette opération a permis de regrouper l'ensemble des services sur un seul site et en conséquence d'engager une profonde réorganisation fonctionnelle, de traiter l'ensemble des aspects réglementaires ainsi que la mise en sûreté du site, tout en affirmant sa valeur architecturale et monumentale.

Saint - Malo (35)

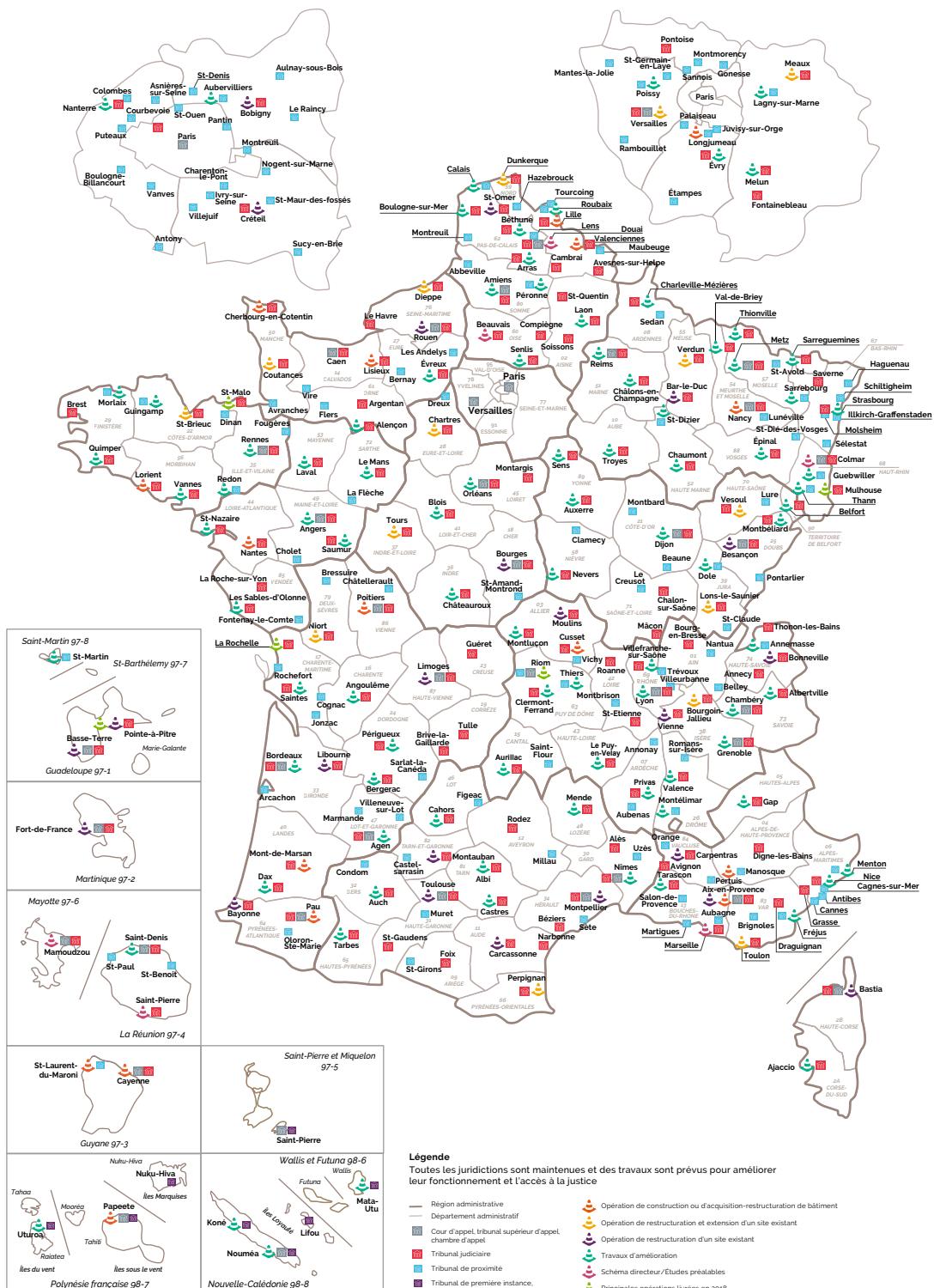
*Nouveau
palais de justice
de Saint-Malo*



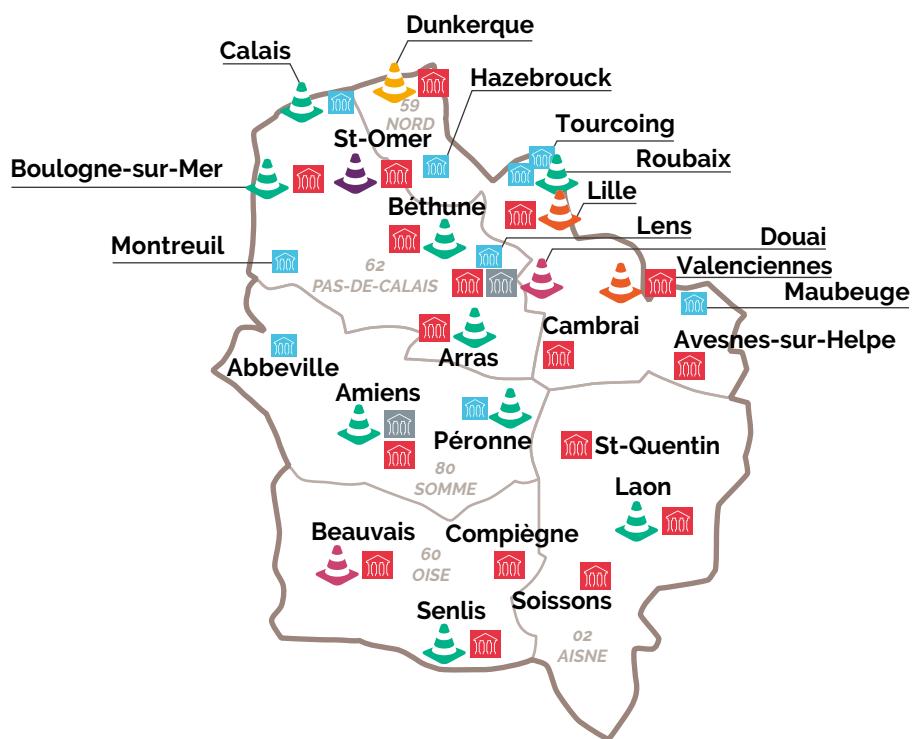
Construction du nouveau palais de justice : livrée en mai 2018

Ayant ouvert ses portes le 22 mai 2018, le nouveau palais de justice de Saint - Malo rassemble les tribunaux de grande instance de Saint - Malo et Dinan, ainsi que le tribunal d'instance, le tribunal de commerce et le conseil de prud'hommes de Saint - Malo. Avec plus de 2 700 m² de surface de plancher et 86 postes de travail destinés aux magistrats et fonctionnaires, le site améliore les conditions de travail des utilisateurs et d'accueil du public.

Programmation immobilière judiciaire



Programmation immobilière Hauts-de-France



Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
|  | Cour d'appel |
|  | Tribunal judiciaire |
|  | Tribunal de proximité |
|  | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
|  | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
|  | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
|  | Opération de restructuration d'un site existant |
|  | Travaux d'amélioration |
|  | Schéma directeur/Études préalables |
|  | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Normandie



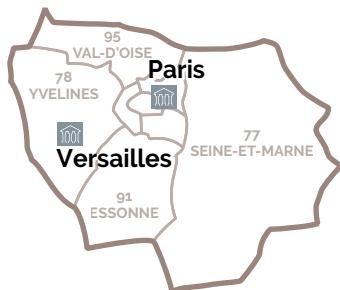
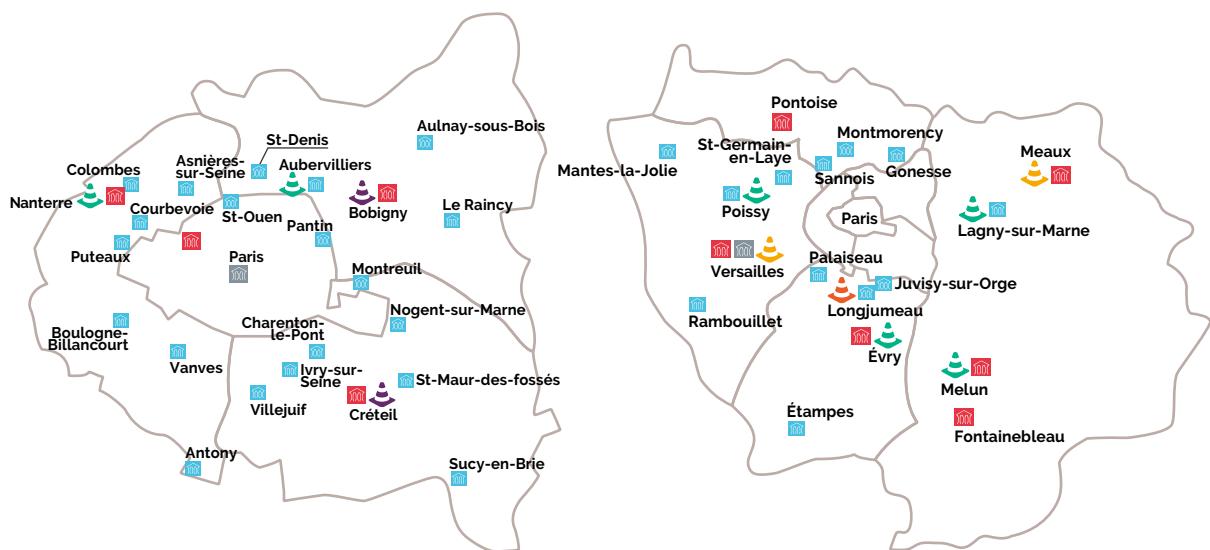
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | ▲ Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | ▲ Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| ■ Cour d'appel | ▲ Opération de restructuration d'un site existant |
| ■ Tribunal judiciaire | ▲ Travaux d'amélioration |
| ■ Tribunal de proximité | ▲ Schéma directeur/Études préalables |
| ■ Tribunal de première instance (Outre-mer) | ▲ Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Île-de-France



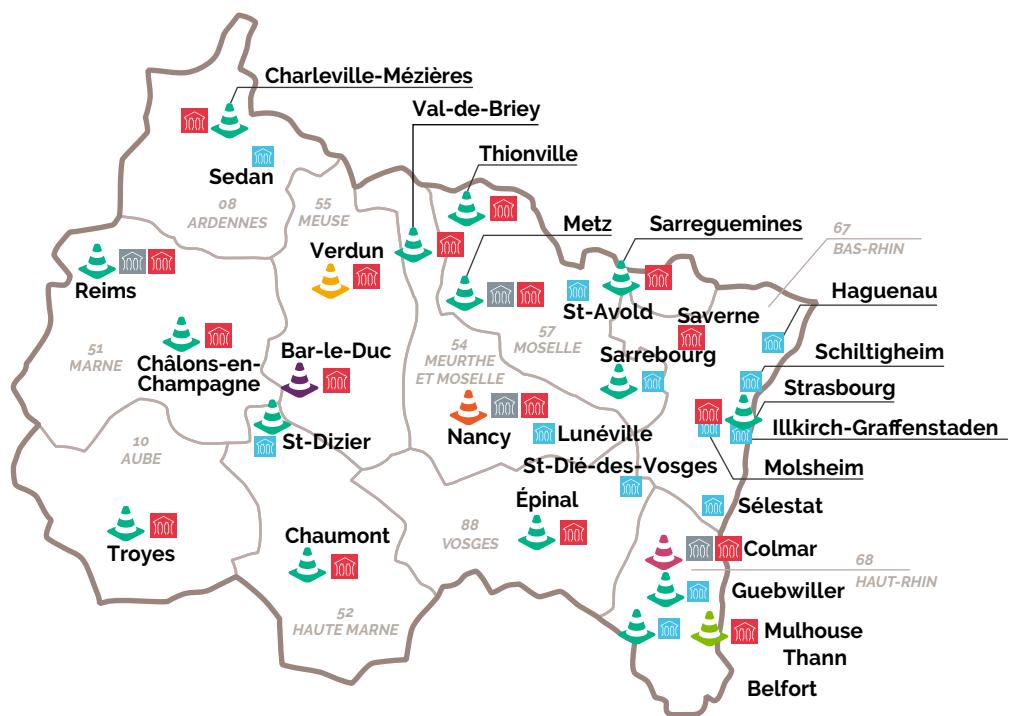
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
| | Cour d'appel |
| | Tribunal judiciaire |
| | Tribunal de proximité |
| | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| | Opération de restructuration d'un site existant |
| | Travaux d'amélioration |
| | Schéma directeur/Études préalables |
| | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Grand-Est



Légende

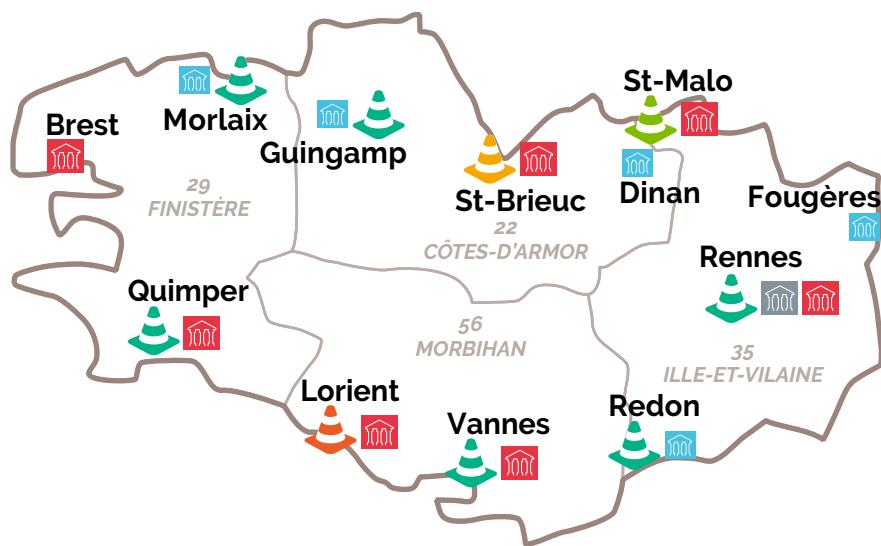
Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
| | Cour d'appel |
| | Tribunal judiciaire |
| | Tribunal de proximité |
| | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| | Opération de restructuration d'un site existant |
| | Travaux d'amélioration |
| | Schéma directeur/Études préalables |
| | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière

Bretagne



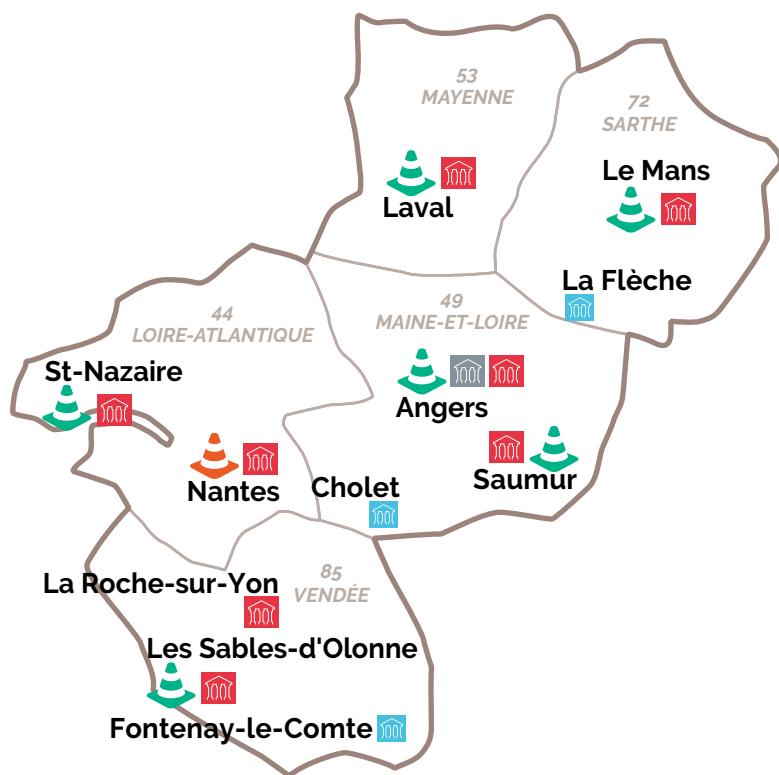
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | 椎 Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | ▲ Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| Cour d'appel | ● Opération de restructuration d'un site existant |
| Tribunal judiciaire | ◆ Travaux d'amélioration |
| Tribunal de proximité | ◆ Schéma directeur/Études préalables |
| Tribunal de première instance (Outre-mer) | ● Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Pays-de-la-Loire



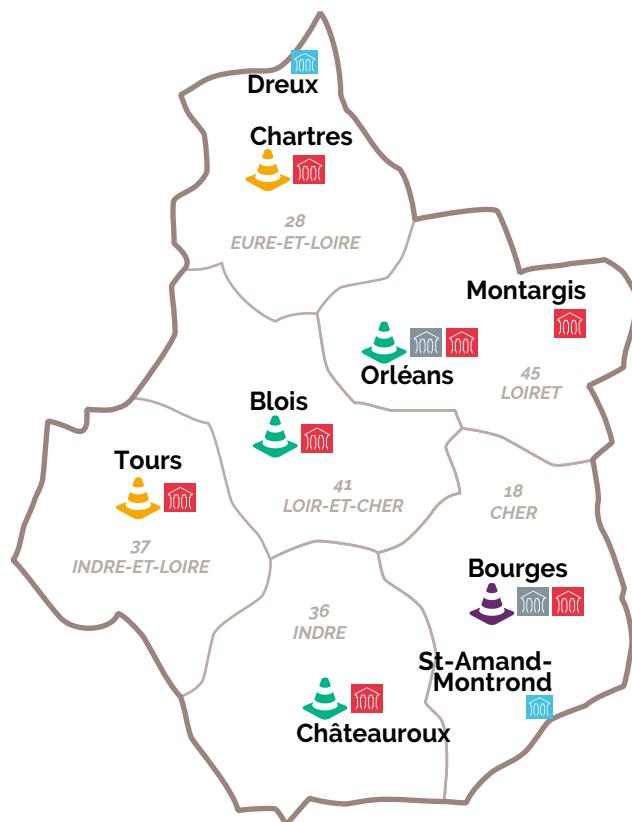
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
|  | Cour d'appel |
|  | Tribunal judiciaire |
|  | Tribunal de proximité |
|  | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
|  | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
|  | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
|  | Opération de restructuration d'un site existant |
|  | Travaux d'amélioration |
|  | Schéma directeur/Études préalables |
|  | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Centre - Val-de-Loire



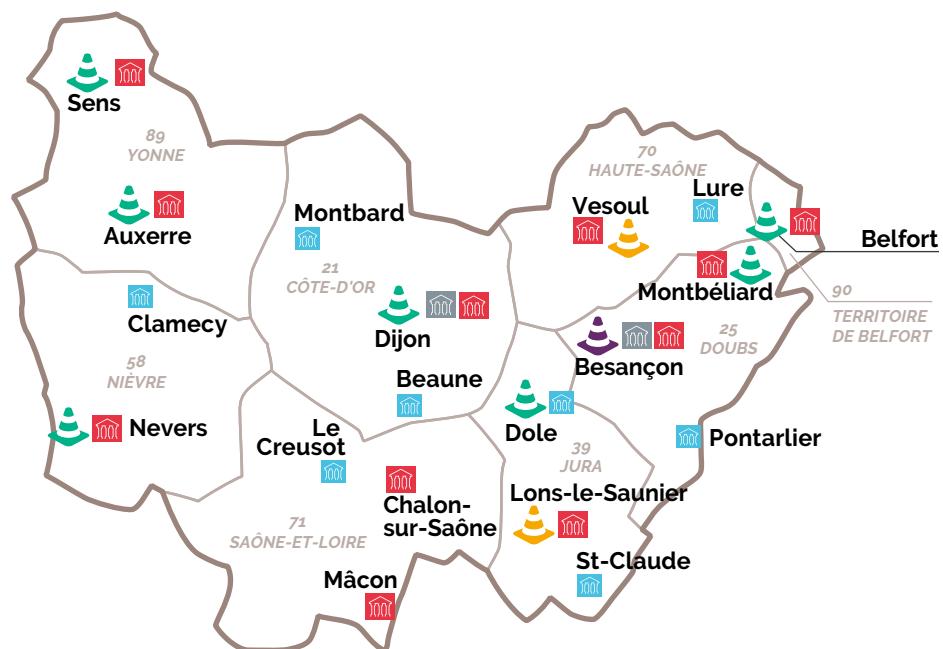
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|----|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
| 🏛️ | Cour d'appel |
| 🏛️ | Tribunal judiciaire |
| 🏛️ | Tribunal de proximité |
| 🏛️ | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| ⚠️ | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| ⚠️ | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| ⚠️ | Opération de restructuration d'un site existant |
| ⚠️ | Travaux d'amélioration |
| ⚠️ | Schéma directeur/Études préalables |
| ⚠️ | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Bourgogne - Franche-Comté



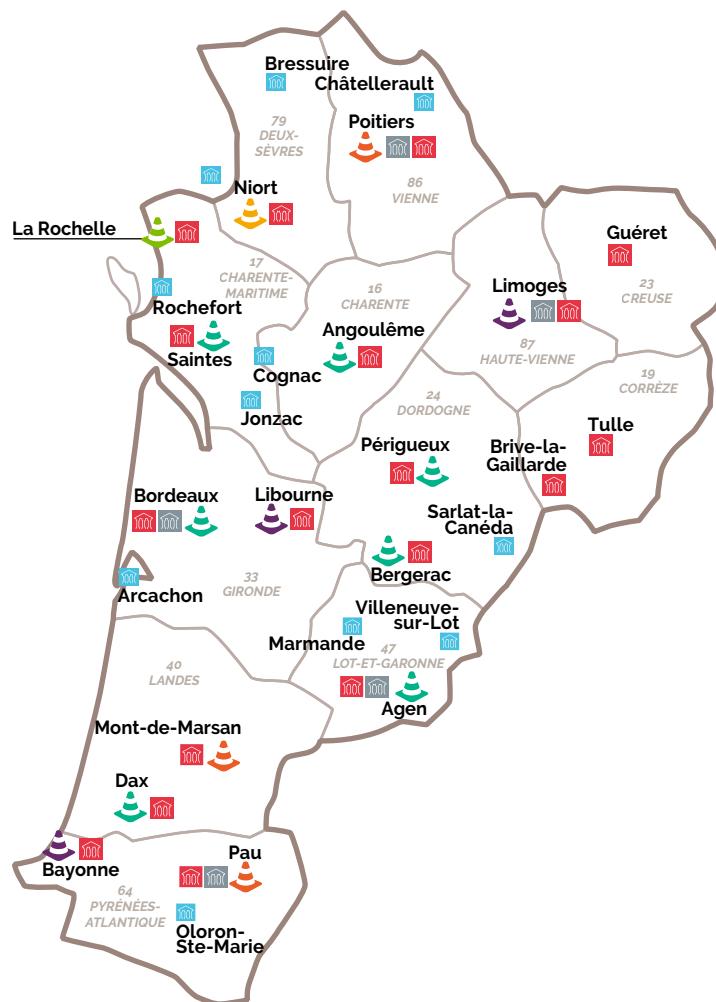
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | ■ Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | ■ Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| ■ Cour d'appel | ■ Opération de restructuration d'un site existant |
| ■ Tribunal judiciaire | ■ Travaux d'amélioration |
| ■ Tribunal de proximité | ■ Schéma directeur/Études préalables |
| ■ Tribunal de première instance (Outre-mer) | ■ Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Nouvelle-Aquitaine



Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
| | Cour d'appel |
| | Tribunal judiciaire |
| | Tribunal de proximité |
| | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| | Opération de restructuration d'un site existant |
| | Travaux d'amélioration |
| | Schéma directeur/Études préalables |
| | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Auvergne - Rhône-Alpes



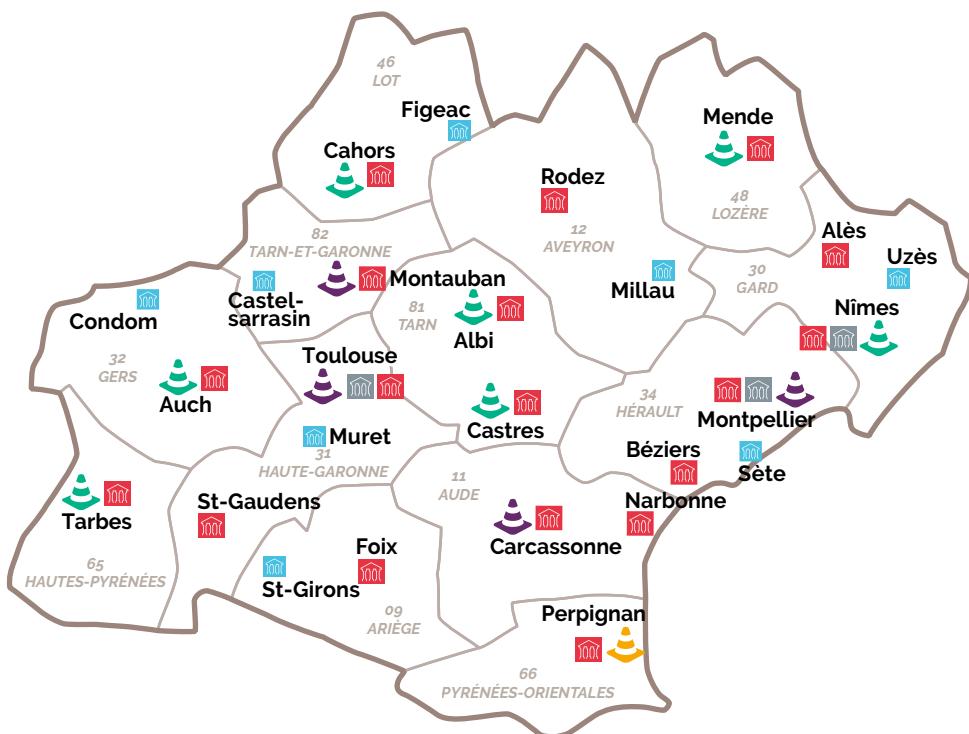
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| Cour d'appel | Opération de restructuration d'un site existant |
| Tribunal judiciaire | Travaux d'amélioration |
| Tribunal de proximité | Schéma directeur/Études préalables |
| Tribunal de première instance (Outre-mer) | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Occitanie



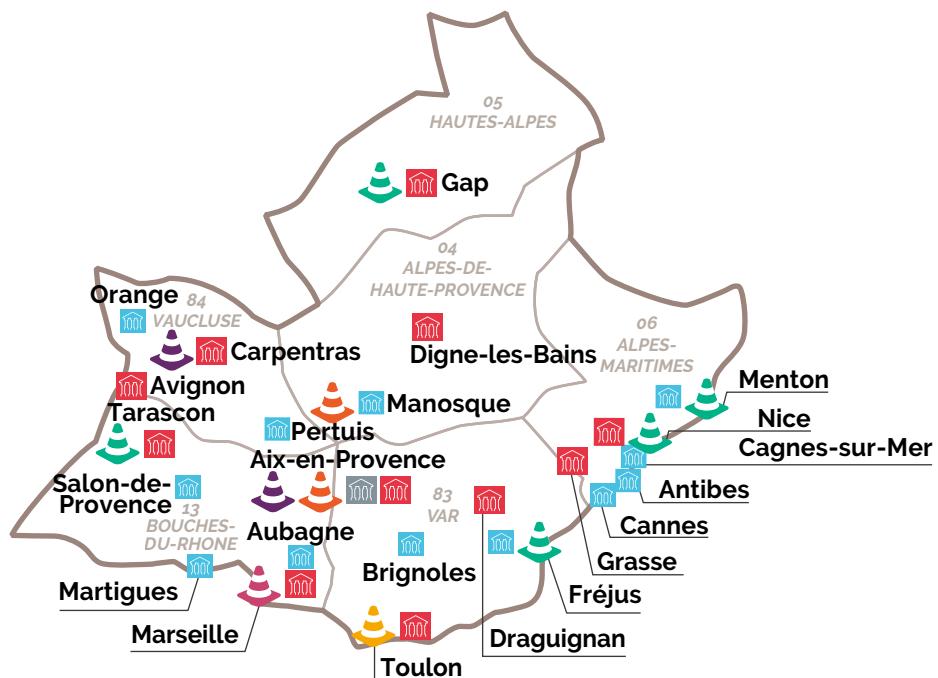
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — | Région administrative |
| — | Département administratif |
| | Cour d'appel |
| | Tribunal judiciaire |
| | Tribunal de proximité |
| | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| | Opération de restructuration d'un site existant |
| | Travaux d'amélioration |
| | Schéma directeur/Études préalables |
| | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Provence - Alpes - Côte-d'Azur



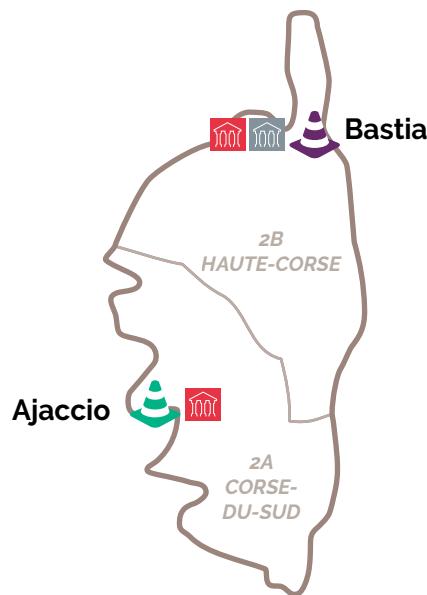
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|---|
| — Région administrative | cone Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | cone Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| Cour d'appel | purple cone Opération de restructuration d'un site existant |
| Tribunal judiciaire | blue cone Travaux d'amélioration |
| Tribunal de proximité | pink cone Schéma directeur/Études préalables |
| Tribunal de première instance (Outre-mer) | yellow cone Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Corse



Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

— Région administrative	▲ Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment
— Département administratif	▲ Opération de restructuration et extension d'un site existant
■ Cour d'appel	▲ Opération de restructuration d'un site existant
■ Tribunal judiciaire	▲ Travaux d'amélioration
■ Tribunal de proximité	▲ Schéma directeur/Études préalables
■ Tribunal de première instance (Outre-mer)	▲ Principales opérations livrées en 2018

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy

Saint-Martin 97-8



St-Barthélemy 97-7



Guadeloupe 97-1

Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | ▲ Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | ▲ Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| ■ Cour d'appel | ▲ Opération de restructuration d'un site existant |
| ■ Tribunal judiciaire | ▲ Travaux d'amélioration |
| ■ Tribunal de proximité | ▲ Schéma directeur/Études préalables |
| ■ Tribunal de première instance (Outre-mer) | ▲ Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Martinique



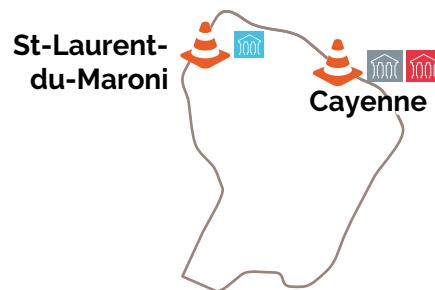
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|--|--|
| | Région administrative |
| | Département administratif |
| | Cour d'appel |
| | Tribunal judiciaire |
| | Tribunal de proximité |
| | Tribunal de première instance (Outre-mer) |
| | Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| | Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| | Opération de restructuration d'un site existant |
| | Travaux d'amélioration |
| | Schéma directeur/Études préalables |
| | Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Guyane



Guyane 97-3

Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

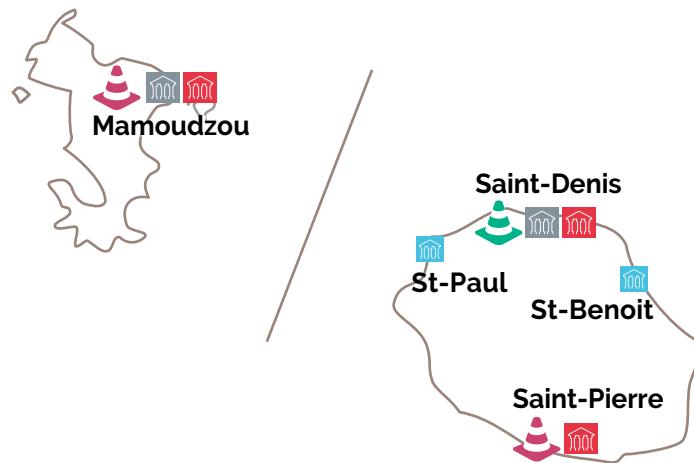
- | | |
|---|---|
| — Région administrative | cone Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | cone Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| Cour d'appel | cone Opération de restructuration d'un site existant |
| Tribunal judiciaire | cone Travaux d'amélioration |
| Tribunal de proximité | cone Schéma directeur/Études préalables |
| Tribunal de première instance (Outre-mer) | cone Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière

La Réunion et Mayotte

Mayotte 97-6



La Réunion 97-4

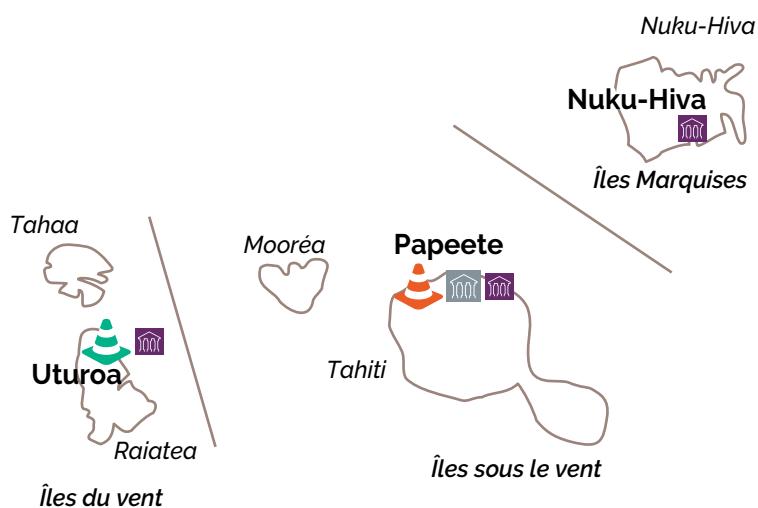
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

—	Région administrative
—	Département administratif
	Cour d'appel
	Tribunal judiciaire
	Tribunal de proximité
	Tribunal de première instance (Outre-mer)
	Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment
	Opération de restructuration et extension d'un site existant
	Opération de restructuration d'un site existant
	Travaux d'amélioration
	Schéma directeur/Études préalables
	Principales opérations livrées en 2018

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Polynésie française



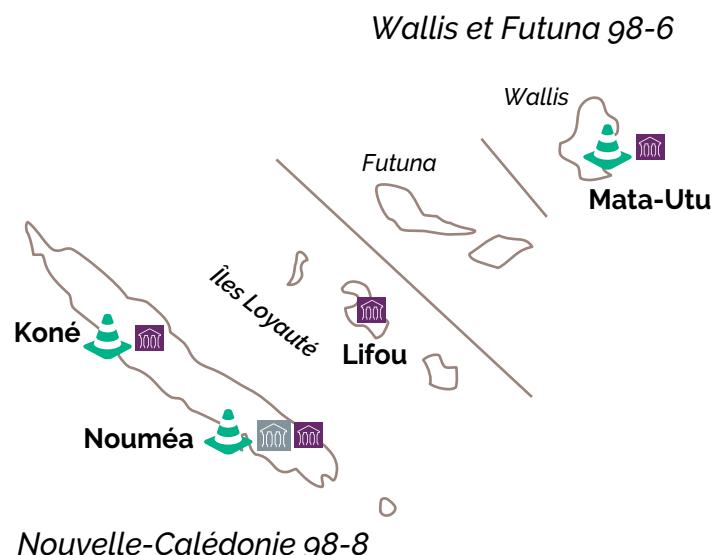
Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

—	Région administrative
—	Département administratif
🏛	Cour d'appel
🏛	Tribunal judiciaire
🏛	Tribunal de proximité
🏛	Tribunal de première instance (Outre-mer)
⚠	Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment
⚠	Opération de restructuration et extension d'un site existant
⚠	Opération de restructuration d'un site existant
⚠	Travaux d'amélioration
⚠	Schéma directeur/Études préalables
⚠	Principales opérations livrées en 2018

© Ministère de la Justice/DSJ

Programmation immobilière Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna



Légende

Toutes les juridictions sont maintenues et des travaux sont prévus pour améliorer leur fonctionnement et l'accès à la justice

- | | |
|---|--|
| — Région administrative | ▲ Opération de construction ou d'acquisition-restructuration de bâtiment |
| — Département administratif | ▲ Opération de restructuration et extension d'un site existant |
| ■ Cour d'appel | ■ Opération de restructuration d'un site existant |
| ■ Tribunal judiciaire | ■ Travaux d'amélioration |
| ■ Tribunal de proximité | ■ Schéma directeur/Études préalables |
| ■ Tribunal de première instance (Outre-mer) | ■ Principales opérations livrées en 2018 |

© Ministère de la Justice/DSJ

Contact presse

Pôle veille et analyse médias
presse-justice@justice.gouv.fr / 01 44 77 62 77

